

Un désir de retrouver une forme de normalité

COVID Culture, sports sans contact, magasins non essentiels: une partie des activités arrêtées depuis l'an dernier semblent éligibles à un assouplissement des mesures. Pressé de toutes parts, le Conseil fédéral devra lâcher du lest, ou expliquer pourquoi il refuse de le faire

BORIS BUSSLINGER, MICHEL GUILLAUME
@BorisBusslinger | @mfguillaume

Le Conseil fédéral est sous pression. Il siège ce mercredi. Les chiffres des nouvelles infections et du taux de positivité baissent et les lobbies traditionnels ne sont plus les seuls à réclamer une feuille de route du déconfinement pour donner des perspectives à la population. Dans la rue, dans les arrière-salles de bistrot, ou même dans les forêts, des dizaines voire des centaines de personnes multiplient les actes de désobéissance en bravant les mesures prises le 13 janvier dernier. Pour y répondre, on peut s'attendre à une opération de déconfinement tout en pointillisme: une touche par-ci, une touche par-là, de manière à éviter le piège d'une troisième vague de Covid-19 formée par les nouveaux variants. La task force scientifique a encore répété les appels à la prudence à leur égard ce mardi. Le Conseil fédéral pourrait par ailleurs doubler l'aide aux cas de rigueur, qui passerait de 5 à 10 milliards de francs, tout en réglant les modalités de ce soutien par les cantons, qui seront consultés dans une procédure accélérée. Le gouvernement tranchera définitivement dans une semaine.

• Réouverture des magasins non essentiels

Le conditionnel s'impose. Mais ce pourrait être la principale nouvelle annoncée par le Conseil fédéral ce mercredi dans la procédure de consultation qu'il lance auprès des cantons. Décidée le 13 janvier dernier, la fermeture des magasins à denrées non essentielles a été très critiquée. D'une part, parce qu'elle recelait une part d'arbitraire: pourquoi laisser les magasins de fleurs ouverts, mais pas les librairies? Et, d'autre part, parce qu'il a été jusqu'ici impossible d'établir que ces magasins sont des lieux de contamination. «L'association faitière Swiss Retail Federation a donc sévèrement critiqué cette mesure aux conséquences très lourdes pour la branche: une perte de 3,2 milliards de francs par mois au niveau national. Bien sûr, les magasins touchés ont tenté de profiter de la fenêtre autorisée par le Conseil fédéral du «click and collect», soit la commande d'un produit en ligne suivie de sa réception sur place. «C'est une bonne mesure, mais souvent difficile à appliquer, car un petit commerce fait la différence dans le conseil au client prodigué en magasin», relève Florian Némethi, président des Chambres de commerce et d'industrie de Suisse latine.

• Un assouplissement sur les réunions

La limite de cinq personnes pour les rassemblements publics et privés pourrait être légèrement assouplie, mais prudemment: les séances ou rassemblements pourraient être tolérés jusqu'à dix personnes, mais guère au-delà. Pas vraiment décisive si les plans de protection sont respectés, cette restriction constituera pourtant un signal fort sur la direction que veut prendre le Conseil fédéral. Les associations faitières Economiesuisse et Union patronale suisse (UPS) ont proposé «d'assouplir, voire de supprimer cette limite». «Nous devons repasser de l'état sanitaire tout-puissant à la liberté économique et à la responsa-

«Le cauchemar serait qu'une troisième vague survienne avant que les personnes à risque aient toutes été vaccinées»

ROGER NORDMANN



Des courts de tennis désertés. Une interdiction difficile à avaler pour de nombreux adeptes de la raquette. (LAURENT GILLIERON/KEYSTONE)

PANDÉMIE

Gestion de la crise
«La Suisse ne se débrouille pas si mal dans sa lutte contre le coronavirus», a déclaré ce mardi Patrick Mathys, chef de la section gestion de crise à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Les principaux indicateurs sont en baisse, dont le taux de positivité des tests qui a chuté à 5%. Avec une incidence de 200 infections pour 100 000 habitants, la Suisse ne fait plus partie des mauvais élèves de la deuxième vague. (LT)

bilité individuelle», déclare Marco Taddei à l'UPS. Les partis politiques se déchirent, quant à eux: alors que l'UDC a déposé une pétition munie de 230 000 signatures pour exiger une levée presque totale du confinement – «Nous revendiquons le droit de vivre et de travailler», s'exclame son président Marco Chiesa –, le chef du groupe socialiste Roger Nordmann en appelle à plus de modération. «Le cauchemar serait que survienne une troisième vague avant que les personnes à risque aient toutes été vaccinées. Il faut déconfiner pas à pas, sans se précipiter.»

• Télétravail: pas une priorité

L'obligation du télétravail pourrait être maintenue, même si les associations patronales avaient fortement combattu cette mesure voici un mois. Celles-ci prônent d'en revenir à une recommandation comme en mars 2020. Etrange paradoxe: même s'il n'y a eu aucune enquête à ce sujet, le *home office* a probablement été mieux respecté alors qu'il était recommandé, lors de la première vague, que lors du rebond de la pandémie lorsqu'il est devenu obligatoire. C'est ce que laisse entendre Blaise Matthey, le directeur général de la Fédération des entreprises romandes (FER). «Mais la situation était différente, car les entreprises cherchaient des masques et du plexiglas pour protéger leurs employés. Elles leur ont donc dit de travailler à la maison. Durant la deuxième vague, les entreprises sont passées au télétravail par rotation. Les syndicats s'opposent, quant à eux, à la levée du télétravail obligatoire. Mais selon le vice-président d'Unia, Aldo Ferrari, là n'est pas le plus important. «Il faut absolument que les travailleurs gardent confiance dans le maintien de leur emploi et de leur pouvoir d'achat.» Unia réclame donc la prolongation des RHT à 24 mois et leur compensation à 100% jusqu'à un salaire net de 5000 francs.

• Culture: la douleur de ne pas être essentiel

L'espoir d'accueillir de nouveau du public est grand parmi les musées, théâtres et cinémas, pressentis pour bénéficier d'une possible réouverture à moyen terme. Elaboré sur les rives du Rhin, le «modèle bâlois» donne de l'espoir à toute la branche. Son postulat? Oublier les limites de personnes et rouvrir de manière à ce que chaque individu dispose de quatre mètres carrés ou qu'une ventilation renouvelle 40 mètres cubes d'air par heure et par spectateur.

«Il y aura d'autres variants, d'autres rebonds. Mais nous avons intégré les gestes et il faut passer à une autre étape. Revivre, même s'il y a des contraintes»

THIERRY LUISIER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION ROMANDE DES ARTS DE LA SCÈNE

«Nous avons des circuits de visite et nous pouvons toujours durcir les conditions en place, souligne Luc Debraine, directeur du Musée de la photographie de Vevey. Ce ne sont certainement pas les musées qui vont mettre en péril la situation sanitaire.» Il rappelle qu'en Espagne et en Italie, deux pays très touchés par le virus, les musées rouvrent. Le sien est prêt, sa nouvelle exposition montée. Il ne manque que des yeux pour la contempler.

Président de l'Association des cinémas romands, Xavier Pattaroni aurait besoin d'un peu plus de préparation: «Un bon mois, pour faire les choses bien. Et au moins 50% de la capacité de la salle pour être rentable.» Le principal, pour lui, est cependant de pouvoir rouvrir pour ne plus refermer. Un espoir partagé par les théâtres: «Il faut désormais travailler avec la pandémie, dit Thierry Luisier, secrétaire général de la Fédération romande des arts de la scène. Il y aura d'autres variants, d'autres rebonds. Mais nous avons intégré les gestes et il faut passer à une autre étape. Revivre, même s'il y a des contraintes.»

• Restauration: garder la tête hors de l'eau

Le secteur de la gastronomie est exténué et demande d'avoir des perspectives. Car l'abîme se rapproche: la plateforme immobilière ImmoScout24 déclarait, ce lundi, que les annonces concernant des locaux de restauration avaient augmenté de 70% par rapport à l'année précédente. «Nous venons d'envoyer une lettre au Conseil fédéral, révèle André Roduit, député PDC valaisan et président de Gastrovalais. Maintenant, nous voulons savoir ce qui nous attend.» Quand rouvrir, mais surtout comment. Les milieux économiques poussent pour que les terrasses bénéficient d'une autorisation. Une bonne idée? «Je suis mitigé, dit le Valaisan. Comment font ceux qui n'en ont pas? Est-ce que ça permet de faire assez de chiffre? Et les aides suivent-elles si on peut ouvrir juste dehors?» Le domaine de la gastronomie a peu d'espoir de repartir en mars, dit-il. «Mais s'il faut rester clos un mois de plus pour assurer le coup, faisons-le. Tout ce que nous voulons, c'est de la clarté. Pour pouvoir travailler correctement.» A l'évocation de bars illégaux, il hoche la tête. «Si l'épidémie redémarre, ce sera de nouveau de notre faute. Je demande à tout le monde de tenir la ligne. On rouvrira quand on pourra rouvrir.»

• Sport: le malheur des activités sans contact

Si les règles en place concernant foot, rugby et lutte à la culotte semblent répondre à une certaine logique, pour les joueurs de tennis, la pilule est difficile à avaler. Car, depuis fin 2020, taper dans une balle à 25 mètres de son adversaire sous dix mètres de plafond est interdit.

«Actuellement seuls les juniors de moins de 16 ans peuvent encore jouer, accompagnés d'un entraîneur, explique Christiane Jolis-saint, vice-présidente de Swiss Tennis. Fêter son anniversaire peut soudainement priver un jeune d'accès au court... Nous souhaiterions évidemment rouvrir à toutes et à tous, notre sport ne pose pas de problèmes en matière de mesures de sécurité sur le terrain. Mais si ce n'est pas possible, nous aimerions au moins recommencer la compétition pour les moins de 18 ans. Ils ne jouent plus un seul match depuis des mois.» Les seniors sont aussi très touchés, regrette-t-elle. «Le matin, il y a beaucoup de retraités au club. C'est important pour eux. Pour se maintenir au niveau physique, mais aussi pour le lien social.» Sport différent, attentes similaires: le badminton. «Notre sport se fait aussi à distance, souligne Swiss Badminton. Nous aimerions pouvoir recommencer un peu l'entraînement. En plus, notre sport est beaucoup pratiqué par les étudiants, qui souffrent déjà assez comme ça.»

Comme au tennis, seuls les moins de 16 ans font actuellement virevolter leurs volants, pareil pour le ping-pong. Confrontés à des mesures peu intelligibles, les sportifs à raquette perdent patience et les pétitions pour une réouverture se multiplient. D'autant que si les clubs ont jusqu'ici bénéficié d'un large soutien financier, Swiss Tennis indique que certaines petites structures commencent à se trouver en difficulté. ■